



Le mot du président

« Dis, à quoi ça sert la SIF ? »

Yves Bertrand

Évoquez la SIF avec quiconque ne la connaît pas, et la question fuse : « *Mais à quoi ça sert, la SIF ?* ». Autrement dit, « *Quels sont les rôles, missions et devoirs de la SIF ?* » En tant que son président actuel, je suis censé détenir une réponse évidente à cette question. Je pourrais répondre en citant les lignes écrites par mes prédécesseurs à ce propos. Ou affirmer lapidairement « *à défendre et promouvoir l'informatique* » comme si elle était attaquée et comme si son omniprésence appelait une quelconque promotion. Ou encore répondre « *à démontrer son caractère scientifique* ». Mais personne, excepté les convaincus eux-mêmes, ne porte d'intérêt à ladite démonstration. La réponse est donc plus délicate qu'il n'y paraît.

Je vous en sou mets une esquisse, murie au contact des institutions et des organismes socio-économiques constituant l'écosystème de la SIF, notamment lorsqu'ils font montre d'une démarche ou d'un pouvoir politique, voire politicien. Je l'illustre avec les premières déclarations de Gabriel Attal, ministre de l'Éducation nationale, qui souhaite (notamment) : « *élever le niveau des élèves* », reporter les épreuves de spécialité du baccalauréat au mois de juin, interdire le port de l'abaya à l'école, « *remettre les savoirs fondamentaux au cœur de l'école* », et qui précise que « *la suppression des maths [du tronc commun du lycée] a été une erreur* ».

Permettez-moi une apparente digression, parce qu'elle fonde le reste de mon propos. Dans nos démocraties occidentales nous vivons en république avec des responsables politiques élus, dont les mandats sont limités en durée et en nombre. C'est la condition nécessaire pour que l'administration de la *res publica*, de la « chose publique », prétende à un caractère démocratique. *L'homo politicus* est en principe en

charge de la chose publique au nom du *pouvoir du peuple*. Mais un constat s'impose : au XXI^e siècle le responsable politique se préoccupe avant tout de sa propre pérennité au sein du système qui le porte au pouvoir. Il est alors enclin à substituer sa *res politica* individuelle à son devoir envers la *res publica* collective.

À mes yeux la SIF, reconnue d'utilité publique, doit tout mettre en œuvre pour infléchir l'action du responsable politique pour qu'il s'intéresse au moins partiellement à la chose publique, dans l'intérêt du public. Quid des cinq propositions du ministre ? Deux sont d'intérêt public et apolitiques : le report des épreuves du bac et l'enseignement des maths. L'une est purement politique : l'abaya. Les deux dernières relèvent de truismes : le niveau des élèves et les savoirs fondamentaux. Notre rôle est de tout faire pour que les politiques publiques se centrent sur les deux premières propositions, qu'on les promeuve ou les combatte, parce qu'elles constituent une porte ouverte sur d'autres, plus fondamentalement d'intérêt public encore. Nous devons prendre position et agir afin que ces propositions soient traitées rationnellement dans l'intérêt de toutes et tous (ici, les écoliers et lycéens). Notre rôle est de souligner que la troisième proposition est un artifice politicien qui masque médiatiquement l'intérêt des deux premières. Nous, SIF, devons ne pas prendre position pour ou contre le port de l'abaya à l'école, même si en tant que citoyen, chacun de nous se sent légitime à pourfendre ou à louer la position du gouvernement. Nous devons enfin montrer que l'expression de tautologies n'est qu'une figure de rhétorique visant à promouvoir un point de vue si large qu'il fait consensus par essence, pour conduire insensiblement l'auditeur à des points de vue – au service de la chose politique – réputés en découler naturellement.

Ces devoirs ne sont pas spécifiques à la SIF. Ils sont aussi ceux d'autres sociétés savantes. Ils ne sont pas à négliger pour autant. Mais la SIF a-t-elle une utilité spécifique ? Oui, eu égard à la jeunesse et à la spécificité de l'informatique, à la fois science, technologie et secteur industriel. Oui, en particulier parce que la discipline informatique, en tant que matière enseignée au collège et au lycée, a encore fort à faire pour être considérée comme l'homologue de ses aînées que sont les mathématiques, la physique, la chimie, la biologie. La SIF a le rôle spécifique d'agir en ce sens. Avec 10 ans d'existence contre 150 pour nombre d'autres sociétés savantes. Avec quelques décennies d'existence de l'informatique contre des siècles ou des millénaires pour les autres disciplines. Mais ce rôle n'est pas exempt de chausse-trappes. Il serait vain de faire nôtre la concurrence instillée par un choix de spécialités au lycée pour l'étendre à une concurrence entre disciplines. Il serait tout aussi vain, au prétexte de défendre postes et moyens, de tenter de grever ceux des autres disciplines, en particulier dans l'enseignement supérieur. En revanche, appeler inlassablement de ses vœux la mise place d'un CAPES ou d'une agrégation en informatique, puis participer avec la plus vive énergie à les faire vivre et croître lorsqu'ils sont créés, est au cœur de nos missions. S'impliquer fortement dans la révision des programmes de technologie au collège pour que l'informatique y soit traitée de façon pertinente est

au cœur de nos missions. Appuyer les enseignants du supérieur de notre discipline pour qu'ils obtiennent les moyens d'exercer leur métier dans des conditions normales est au cœur de nos missions. Jeter des ponts entre enseignement secondaire et supérieur pour que l'informatique passe d'une logique de l'usage à une logique de matière, avec, toujours, chevillé au cœur de notre action l'intérêt de l'élève, de l'étudiant, du futur citoyen ou professionnel, est au cœur de nos missions.

Éclairer d'un point de vue scientifique et sociétal les citoyens et les collègues sur les « algorithmes d'aide à la décision publique » comme nous l'avons fait à Bordeaux le 4 octobre 2022 en débusquant, par exemple pour Parcoursup, les poncifs politiques aussi bien que les faiblesses de l'application avec comme unique boussole celle de l'intérêt de ses usagers, est au cœur de nos missions. Parcoursup préside chaque année à l'avenir de plus de 900 000 élèves. L'ignorance à son égard du responsable politique, toutes obédiences confondues, est pourtant encyclopédique. Elle n'a d'égale que l'excès de soutien ou de contempation qu'il lui voue, tout à son souci de l'instrumentaliser au service de sa « chose politique » plutôt que de porter son évolution dans l'intérêt collectif. Les « moines-soldats de la République » qui l'améliorent sont bien plus utiles que les politiques qui la dépeignent de façon caricaturale.

À leurs côtés, concentrons notre énergie et notre action sur la chose publique, en particulier sur des thèmes qui transcendent les clivages idéologiques. L'égalité femme-homme en informatique demeure un vœu pieux. Œuvrons pour qu'elle devienne réalité à mesure que la SIF se développe. L'informatique consomme de l'énergie. Beaucoup. Œuvrons pour qu'elle permette d'en économiser plus encore qu'elle n'en coûte. L'informatique est « magique » pour nos concitoyens : renforçons nos actions de médiation pour qu'elle se mette autant que possible à leur portée. Enfin, plaçons la formation au cœur de notre action : les avancées récentes prouvent que cette action est efficace. Mais stoppons net notre action à l'orée de la chose politique. Mieux, utilisons à chaque fois que c'est possible l'intérêt des politiques pour leur propre parcours pour les faire agir, ne serait-ce qu'un peu, dans l'intérêt du développement de l'informatique pour le mieux-vivre de toutes et tous.